

l'administration centrale de la guerre, a été placé dans la position prévue par l'article 1^{er} de la loi du 17 juillet 1940 et admis au bénéfice des dispositions de l'article 2 de ladite loi.

SECRÉTARIAT D'ÉTAT A LA MARINE

Direction des transports maritimes.

Par arrêté en date du 23 mars 1942, est nommé à la direction des transports maritimes, pour compter du jour de sa prise effective de fonctions :

A l'emploi de sous-chef de bureau.

M. Le Leuch (Léon).

SECRÉTARIAT D'ÉTAT A L'ÉDUCATION NATIONALE ET A LA JEUNESSE

Décret n° 737 du 14 mars 1942 relatif aux membres élus des conseils d'administration des lycées de garçons et de jeunes filles.

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Vu le décret du 31 mai 1902, modifié par les décrets des 25 novembre 1908, 18 mars 1911, 24 janvier 1928 et 15 mai 1931;

Vu le décret du 26 février 1917 complété par les décrets des 8 décembre 1917 et 24 janvier 1928;

Sur le rapport du secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse,

Décrétons :

Art. 1^{er}. — Les membres élus des conseils d'administration des lycées de garçons et de jeunes filles ne peuvent prendre part aux délibérations desdits conseils qu'après approbation de leur élection par arrêté du secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse pris sur avis du préfet.

Art. 2. — Le secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 14 mars 1942.

PH. PÉTAÏN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat français :

*Le secrétaire d'Etat
à l'éducation nationale et à la jeunesse,*
JÉRÔME CARCOPINO.

Décret n° 738 du 14 mars 1942 relatif aux membres élus des bureaux d'administration des collèges de garçons et de jeunes filles.

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Vu le décret du 3 novembre 1925;

Sur le rapport du secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse,

Décrétons :

Art. 1^{er}. — Les membres élus des bureaux d'administration des collèges de garçons et

de jeunes filles ne peuvent prendre part aux délibérations desdits bureaux qu'après approbation de leur élection par arrêté rectoral pris sur avis conforme du préfet.

Art. 2. — Le secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 14 mars 1942.

PH. PÉTAÏN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat français :

*Le secrétaire d'Etat
à l'éducation nationale et à la jeunesse,*
JÉRÔME CARCOPINO.

Décret n° 827 du 19 mars 1942 relatif à l'unification du maximum de service et à la fixation des traitements des professeurs d'éducation physique et sportive.

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Vu le décret du 28 mai 1930, modifié par le décret du 1^{er} janvier 1937;

Vu le décret du 31 juillet 1933, modifié par les décrets du 23 juillet 1937, du 4 mai 1938, du 20 mai 1941 et du 12 août 1941;

Vu le décret du 26 mars 1938;

Sur le rapport du ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances et du secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse,

Décrétons :

Art. 1^{er}. — Les classes et traitements des professeurs d'éducation physique et sportive des établissements de l'enseignement secondaire, primaire supérieur et technique sont fixés comme suit :

Dans les départements de la Seine et Seine-et-Oise :

1 ^{re} classe	42.000 fr.
2 ^e classe	38.000
3 ^e classe	34.000
4 ^e classe	30.000
5 ^e classe	26.000
6 ^e classe	22.000

Dans les autres départements :

1 ^{re} classe	36.000 fr.
2 ^e classe	32.000
3 ^e classe	28.000
4 ^e classe	24.000
5 ^e classe	20.000
6 ^e classe	16.000

Art. 2. — Le maximum de service hebdomadaire des professeurs d'éducation physique et sportive visés à l'article 1^{er} est unifié et fixé à vingt heures.

Art. 3. — Les classes et traitements des professeurs d'éducation physique et sportive enseignant dans les centres régionaux d'éducation générale et sportive sont fixés comme suit :

1 ^{re} classe	42.000 fr.
2 ^e classe	38.000
3 ^e classe	34.000
4 ^e classe	30.000
5 ^e classe	26.000
6 ^e classe	22.000

Art. 4. — Les dispositions du présent décret annulent toutes dispositions antérieures contraires.

Art. 5. — Le secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse et le secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances sont chargés, chacun en ce qui le

concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 19 mars 1942.

PH. PÉTAÏN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat français :

*Le secrétaire d'Etat
à l'éducation nationale et à la jeunesse,*
JÉRÔME CARCOPINO.

*Le ministre secrétaire d'Etat
à l'économie nationale et aux finances,*
YVES BOUTHILLIER.

Décret n° 870 du 19 mars 1942 complétant l'article 2, n° 6, du décret du 3 juin 1941.

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Sur le rapport du ministre vice-président du conseil et du secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse,

Vu la loi du 15 octobre 1940 relative aux associations de fonctionnaires, et notamment son article 3;

Vu le décret du 9 février 1941 portant règlement d'administration publique pour l'application de ladite loi;

Vu le décret du 3 juin 1941 relatif aux associations professionnelles de fonctionnaires (enseignement supérieur);

Le conseil d'Etat (commission représentant les sections de législation, etc., de l'intérieur, etc., des finances, etc., de l'agriculture, etc. et du contentieux) entendu,

Décrétons :

Art. 1^{er}. — L'article 2, n° 6, du décret susvisé du 3 juin 1941 est complété ainsi qu'il suit :

« Fonctionnaires d'Etat (bibliothécaires en chef, bibliothécaires et bibliothécaires adjoints) des bibliothèques municipales classées ».

Art. 2. — Le ministre vice-président du conseil et le secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français.

Fait à Vichy, le 19 mars 1942.

PH. PÉTAÏN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat français :

*L'amiral de la flotte,
ministre vice-président du conseil,*
A. DARLAN.

*Le secrétaire d'Etat
à l'éducation nationale et à la jeunesse,*
JÉRÔME CARCOPINO.

Décret n° 842 du 20 mars 1942 complétant l'article 7 du décret du 1^{er} octobre 1941 instituant des remises de principe pour les enfants des familles nombreuses fréquentant des établissements publics d'enseignement.

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Sur le rapport du ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances et du secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse,

Vu la loi du 15 août 1941 relative à l'organisation générale de l'enseignement public;